

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETHELEC SNC

18 rue Thomas Edison
33610 Canéjan

Références : D-0083-2026
Code AIOT : 0006401555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement SETHELEC SNC implanté 29 bis, Avenue de Camargue BP 50230 13104 Arles. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETHELEC SNC
- 29 bis, Avenue de Camargue BP 50230 13104 Arles
- Code AIOT : 0006401555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site fait partie de la société SETHELEC qui est une entité appartenant à 100% au groupe ENGIE SOLUTIONS.

Historiquement, le site alimentait en vapeur et en électricité le site voisin de la papeterie Etienne. En 2009, le site de la papeterie a cessé définitivement son activité et le site de Sethelec s'est donc réorienté vers la production unique d'électricité via le marché de capacité (mis en oeuvre en 2017) : le site est désormais rémunéré pour sa capacité de production d'énergie dans des temps relativement courts.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	AP Complémentaire du 09/11/2015, article 4	/	Sans objet
3	Gestion des effluents	AP Complémentaire du 09/11/2015, article 5	/	Sans objet
4	Bilan annuel	AP Complémentaire du 09/11/2015, article 14	/	Sans objet
5	Programme de surveillance	AP Complémentaire du 09/11/2015, article 11	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission (VLE)	AP Complémentaire du 09/11/2015, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan prévisionnel des contrôles (PPC) et a porté sur la vérification du respect des prescriptions applicables au site, telles que définies par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 novembre 2015.

L'exploitant a démontré une parfaite connaissance de son installation en présentant et en expliquant l'ensemble des éléments examinés.

Aucun écart à la réglementation contrôlée n'a été relevé par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, vérifications périodiques / Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 15/03/2024
Prescription contrôlée : <p>Article 58 de l'arrêté du 3 août 2018</p> <p>III. L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection précédente, menée le 12 décembre 2023, une lettre de suite préfectorale a été adressée à l'exploitant afin de lui demander de formaliser et consigner les différents tests réalisés sur site concernant le pressostat de mise en sécurité en cas de basse pression, ainsi que le dispositif de mise en sécurité ultime (MSU) du site.</p> <p>Par courriel en date du 13 février 2024, l'exploitant a transmis le compte rendu du contrôle annuel du pressostat de sécurité de la turbine à gaz (TAG), effectué le 29 janvier 2024. Ce contrôle inclut la procédure de mise en sécurité déclenchée par le pressostat de mise en sécurité ultime (MSU) lorsque la pression devient inférieure à 30 bar.</p> <p>En séance, l'exploitant a également présenté le dernier essai annuel, réalisé le 11 août 2025, attestant du bon fonctionnement du pressostat de sécurité.</p> <p>Cette procédure réalisée annuellement répond aux demandes de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2015, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, durée de fonctionnement
Prescription contrôlée : La durée de fonctionnement des installations est inférieure à 1500 heures par an. Un relevé des heures d'exploitation est réalisé par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : En séance, l'exploitant a précisé que la collecte des données relatives au nombre d'heures d'exploitation de la turbine à gaz est reporté dans un fichier Excel nommé « Tableau suivi consommation Gaz-Production Electrique » tenu sur le serveur interne. Au total, l'appareil a fonctionné : <ul style="list-style-type: none">- en 2025 : 21,39 heures ;- en 2024 : 21,19 heures. Ces durées sont celles renseignées dans l'outil de télédéclaration des émissions « GEREP ». Le nombre d'heures de fonctionnement de la turbine à gaz (TAG) est conforme à la durée de fonctionnement autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] - <u>Eaux de lavage à froid de la turbine :</u> Les eaux de lavage de la turbine, chargées en huiles et en détergents sont récupérées dans une citerne de 3 m ³ . Ces eaux sont régulièrement évacuées et traitées par des sociétés spécialisées. Les enregistrements d'enlèvement sont conservés dans le registre de suivi des déchets du site. - <u>Entretien des dispositifs de traitement (séparateur d'hydrocarbures) :</u> Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en Vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : En séance, l'exploitant a indiqué que la turbine n'est plus soumise à un nettoyage, le dernier lavage datant de 2015. Cette décision serait principalement liée au manque d'eau déminéralisée disponible sur le site. Néanmoins, aucun impact sur la turbine n'est attendu en raison de l'arrêt des lavages. La cuve fait l'objet de contrôles visuels réguliers de son niveau, le cas échéant, son contenu est géré en tant que déchets. Le site est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures permettant le prétraitement des eaux pluviales de ruissellement, notamment celles provenant des voiries. Le dernier entretien de ce dispositif a été réalisé par la société SARP MEDITERRANEE le 25 mars 2025, et le bordereau de suivi des déchets (BSD) a été transmis post-inspection, conformément à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bilan annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2015, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008* relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants [...]. L'exploitant transmet également à l'Inspection des installations classées, avant le 28 février de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance. *: texte modifié.
Constats : En séance, les émissions télé-déclarées sur le site GEREP ont été consultées. Concernant l'année 2024, l'ensemble des paramètres à surveiller y est correctement renseigné. L'exploitant tient un tableau Excel où est renseigné mensuellement la consommation en gaz de la turbine, et qui contient le total annuel des émissions. Pour la déclaration relative à l'année 2025, l'exploitant prévoit de renseigner les données avant la date limite fixée au 28 février 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2015, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, rejet atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'article 4.2.5 Surveillance des rejets à l'atmosphère de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2001 est modifié comme suit :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés à l'article 9 du présent arrêté rejetés par son installation.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Mesures en continu :

Les concentrations en oxydes d'azote (NOx), en monoxyde de carbone (CO) ainsi que la teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu.

Les résultats de ces mesures sont transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre où envisagées.

Mesures ponctuelles :

Une mesure semestrielle de la concentration en dioxyde de soufre (SO₂) et en poussières est effectuée.

L'exploitant réalise également une estimation journalière des rejets de SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

Les résultats de ces mesures sont consignés sur un registre, qui peut être informatisé. Ces résultats sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées via le bilan annuel (cf. Article 14).

Mesures des polluants par un organisme agréé :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des polluants visés à l'article 9 du

présent arrêté rejetés par son installation par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu (cf. article 12).

Les résultats de ces mesures sont transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

En séance, l'exploitant a été en mesure de fournir les résultats relatifs au suivi en continu, géré par la société SOLISTICE, concernant les paramètres suivants : oxydes d'azote (NOx), monoxyde de carbone (CO), teneur en oxygène, température, pression et teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels. Le contrôle annuel est assuré par BUREAU VERITAS. Ce dernier intègre tous les paramètres à contrôler y compris les oxydes de soufre (SOx) et poussières suivi de manière ponctuelle : Compte tenu d'une durée de fonctionnement inférieure à 50 heures par an, un suivi annuel pour ces deux paramètres est considéré comme acceptable.

Pour 2024, l'exploitant a transmis le contrôle QAL 2, réalisé par BUREAU VERITAS en date du 13 novembre 2024, validant la conformité de la chaîne de mesures (AMS extractifs) de l'AMS principal de la TAG.

Pour 2025, l'exploitant a transmis le contrôle AST, réalisé par BUREAU VERITAS en date du 21 octobre 2025, validant la conformité de la chaîne de mesures (AMS extractifs) de l'AMS principal de la TAG.

En lien avec le point de constat n°3 du rapport d'inspection du 15 janvier 2024, relatif à la procédure QAL/AST, pour lequel l'inspection avait formulé de simples observations (sans relever d'écart), l'exploitant a transmis un extrait de son logiciel d'exploitation des résultats d'analyse, précisant l'ensemble des règles discriminatoires des résultats. Ces éléments répondent aux demandes de clarification formulées par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission (VLE)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/11/2015, article 9			
Thème(s) : Risques chroniques, rejet atmosphérique			
Prescription contrôlée :			
<p>L'article 4.2.3 Valeurs limites de rejets de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2001 est modifié comme suit :</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>De même, les concentrations/flux sont rapportés aux mêmes conditions normalisées (conditions ci-dessus).</p>			
Les valeurs limites d'émissions fixées dans le tableau ci-dessous sont respectées :			
Polluants	Valeurs en moyenne journalière limites ramenées à 15% d'O ₂ sur gaz sec		
	Concentration (en mg/Nm ³)	Flux horaire (kg/h)	Flux annuel (kg/an)
Oxydes de soufre teneurs exprimées en équivalent SO ₂	10	3	4690
Oxydes d'azote teneurs exprimées en équivalent NO ₂	150*	47	70310
Monoxyde de carbone	85	27	29840
Poussières	5	2	2350
<p>*Si l'installation fonctionne plus de 1500 heures, la valeur limite d'émission en oxyde d'azote est fixée à 50mg/Nm³.</p>			
Constats :			
<p>L'exploitant transmet trimestriellement à l'inspection les résultats des paramètres suivis en continu. Il transmet, une fois par an, le suivi annuel des paramètres suivis ponctuellement. En séance, les résultats obtenus, similaires, pour les années 2024 et 2025 ont été présentés. Seuls les résultats de l'année 2025 sont repris dans le tableau joint en annexe non confidentielle.</p> <p>Les résultats ont été corrigés et ramenés aux conditions normales de pression (101,3 kPa) et de température (273 K), après déduction de la vapeur d'eau.</p>			

Les résultats montrent que les valeurs limites d'émission (VLE) applicables au rejet atmosphérique de la turbine à gaz sont respectées. Un seul dépassement de la VLE a été constaté en novembre 2025. Dans ce cadre, l'exploitant a joint à sa transmission trimestrielle des résultats, un commentaire précisant qu'un dysfonctionnement est survenu au niveau de la pompe à huile de la turbine à gaz lors de son démarrage, afin d'expliquer ce dépassement.

Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE NON CONFIDENTIELLE

Synthèse des résultats des rejets atmosphériques de la TAG du site SETHELEC SNC **– Campagnes 2025**

Polluants	<u>Mesure en continu :</u>							
	Monoxyde de carbone (CO)				NOx (en NO ₂)			
	mesurée (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)	mesuré (kg/h)	VLE (kg/h)	mesurée (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)	mesuré (kg/h)	VLE (kg/h)
01/25	42	85	7,86	27	50	150	9,43	47
02/25	-		-		-		-	
03/25	47		7,96		43		7,23	
04/25	49		7,85		37		5,81	
05/25	-		-		-		-	
06/25	-		-		-		-	
07/25	-		-		-		-	
08/25	-		-		-		-	
09/25	-		-		-		-	
10/25 ⁽¹⁾	16,6		7,45		72,1		32,3	
10/25	52		7,88		38		5,71	
11/25	92*		13,49		40		5,82	
12/25	36		5,43		45		6,83	
12/25	50		7,53		49		7,37	

⁽¹⁾ : campagne de mesure annuelle du 13 novembre 2025

(*) : dépassement de la VLE dû à un dysfonctionnement sur TAG.

Polluants	<u>Mesure ponctuelle (annuelle) :</u>							
	Oxydes de soufre (SOx)				Poussières			
	mesurée (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)	mesuré (kg/h)	VLE (kg/h)	mesurée (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)	mesuré (kg/h)	VLE (kg/h)
10/25	0,34	10	0,15	3	0,11	5	0,05	2